

DIR SCPRI

TRÈS URGENT

Monsieur le Maire
de ST-AUBIN (91)

SERVICE CENTRAL DE PROTECTION
CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS
(S C P R I)

MINISTÈRE CHARGE DU TRAVAIL
MINISTÈRE CHARGE DE LA SANTE

TX 19369 LE 24 OCTOBRE 1990

COMMUNIQUE DU S C P R I

A LA SUITE D'INFORMATIONS PARUES DANS UN QUOTIDIEN DE LA REGION PARISIENNE SUR LE SITE DE STOCKAGE DE SAINT-AUBIN, DEPENDANT DU COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA), CENTRE DE SACLAY, LE SCPRI EST AMENE A FAIRE LA MISE AU POINT SUIVANTE :

1) LE SITE DE SAINT-AUBIN, PROPRIETE DU CEA DEPUIS L'ORIGINE DANS SON EXTENSION DE L'ORME DES MERISIERS, A ETE AUTORISE (AUTORISATION NR 6116) POUR LE STOCKAGE DE FUTS DE DECHETS RADIOACTIFS DE FAIBLE ACTIVITE MIS EN BLOCS BETONNES, EN MARS 1961, PAR LA COMMISSION CENTRALE DE SURETE DES INSTALLATIONS ATOMIQUES (PREDECESSEUR DU SERVICE CENTRAL DE SURETE DES INSTALLATIONS NUCLEAIRES DONT LES INSPECTEURS ONT COMPETENCE SUR LE SITE DE CES INSTALLATIONS).

2) LE SITE DE ST-AUBIN A ETE DEFINITIVEMENT DEBARRASSE EN 1973 DE CES BLOCS (ENVIRON 2500) QUI ONT ETE TRANSPORTES A LA HAGUE. ACTUELLEMENT LE SITE N'EST PLUS AUTORISE, PAR LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, QUE POUR LE STOCKAGE DES BOUES D'EPURATION DES EAUX USEES CONVENTIONNELLES, NON RADIOACTIVES, DU CEN-SACLAY.

3) LA NATURE DU STOCKAGE AVANT ET APRES 1973 ET LA SURVEILLANCE DU SITE LUI-MEME RESSORTISSENT REGLEMENTAIREMENT A LA RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT, EN L'OCCURRENCE LE CENTRE DE SACLAY QUI DISPOSE A CETTE FIN DE SON PROPRE SERVICE DE PROTECTION CONTRE LES RADIATIONS (200 PERSONNES). LE CEA DISPOSE DE L'INSTITUT DE PROTECTION ET DE SURETE NUCLEAIRE (1500 PERSONNES) POUR GARANTIR, A L'ECHELON NATIONAL, LA SURVEILLANCE INTERNE DE SES SITES.

4) CONFORMEMENT A SA MISSION, LE SCPRI CONTROLE REGULIEREMENT L'ENVIRONNEMENT DU SITE DE ST AUBIN AFIN DE VERIFIER QUE LA REGLEMENTATION RELATIVE A L'HYGIENE PUBLIQUE (DECRET DU 20 JUIN 1966 REVISE LE 18 AVRIL 1988) EST RESPECTEE :

DE 1972 A 1980, LES CONTROLES DU SCPRI SUR LES EAUX DE RUISSELLEMENT DU SITE CONFIRMENT LA DIMINUTION PROGRESSIVE DE LA RADIOACTIVITE APRES EVACUATION DES BLOCS :

- 1972 : 41 BECQUERELS PAR LITRE EN BETA TOTAL ET 4000 BECQUERELS PAR LITRE EN TRITIUM.
- 1980 : 5 BECQUERELS PAR LITRE EN BETA TOTAL ET MOINS DE 75 BECQUERELS PAR LITRE EN TRITIUM.

- ACTIVITE BETA : INFÉRIEURE A 0,20 BECQUEREL PAR LITRE;
 - CÉSIUM 137 : INFÉRIEURE A 0,20 BECQUEREL PAR LITRE;
 - ACTIVITÉ ALPHA : INFÉRIEURE A 0,13 BECQUEREL PAR LITRE;
- (A TITRE DE COMPARAISON, IL FAUDRAIT QU'UNE PERSONNE BOIVE 200 M3 DE CETTE EAU DANS L'ANNÉE POUR ATTEINDRE LA LIMITE ANNUELLE D'INCORPORATION DE 20 000 BECQUERELS DE PLUTONIUM 239 FIXÉE PAR LA RÉGLEMENTATION POUR LA POPULATION.)

- LE CONTRÔLE DE LA RIVIÈRE YVETTE PAR LE SCPRI, ASSURÉ TRIMESTRIELLEMENT, CONFIRME QUE LE MILIEU RÉCEPTEUR EST INDEMNÉ. A TITRE D'EXEMPLE :

- 1983 : 0,20 BECQUEREL PAR LITRE EN BETA TOTAL, MOINS DE 15 BECQUERELS PAR LITRE EN TRITIUM, MOINS DE 0,045 BECQUEREL PAR LITRE EN ALPHA.
- 1990 : 0,17 BECQUEREL PAR LITRE EN BETA TOTAL, MOINS DE 11 BECQUERELS PAR LITRE EN TRITIUM, MOINS DE 0,045 BECQUEREL PAR LITRE EN ALPHA.

LA RADIOACTIVITÉ AINSI MESURÉE SE SITUE EFFECTIVEMENT A UN NIVEAU LARGEMENT INFÉRIEUR AUX LIMITES TRÈS SEVERES DE LA RÉGLEMENTATION QUI, CONFORMÉMENT AUX DIRECTIVES DE LA CEE, APPLIQUE LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE PROTECTION RADIOLOGIQUE (CIPR).

5) POUR CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIÈREMENT LES TRANSURANIENS, ET NOTAMMENT LES PLUTONIUMS, ON NE PEUT ÉVIDEMMENT EXCLURE QUE, LOCALEMENT SUR LE SITE, DES TRACES PUISSENT EN ÊTRE RELEVÉES EN CERTAINS POINTS DE LA DALLE SUR LAQUELLE ÉTAIENT LOCALISÉS LES FûTS BÉTONNÉS (CONTAMINATIONS SURFACIQUES PENDANT LES OPÉRATIONS DE BÉTONNAGE, ETC.) OU AU DROIT DE BLOCS DÉTÉRIORÉS PAR LE GEL. IL APPARTIENT À L'EXPLOITANT DE PROCÉDER AUX DÉCONTAMINATIONS NECESSAIRES AU CAS OÙ LES LIMITES RÉGLEMENTAIRES SÉRAIENT EFFECTIVEMENT DÉPASSÉES SUR SON PROPRE SITE.

EN TOUT ÉTAT DE CAUSE ET À TITRE DE COMPARAISON, MÊME EN RETENANT LE CHIFFRE AVANCÉ PAR CE JOURNAL DE 2153 BECQUERELS DE PLUTONIUM PAR KG DE TERRE, IL REPRÉSENTE AU PLUS 1/170 DE LA LIMITE RETENUE PAR LA RÈGLE FONDAMENTALE DE SÛRETÉ (RFS NR 1/2-1984) QUI EST DE 370 KILO-BECQUERELS ALPHA PAR KILO POUR LES DÉCHETS RADIOACTIFS SUR LES SITES DÉFINITIFS DE STOCKAGE EN SURFACE.

POUR CE QUI CONCERNE L'ATMOSPHÈRE, SI L'ON RETIENT LE CHIFFRE D'EMPOUSSIEREMENT DE 25 MICROGRAMMES PAR MÈTRE CUBE D'AIR, RELEVÉ SUR LE PLATEAU DE SACLAY, EN FAISANT L'HYPOTHÈSE PESSIMISTE QUE LA POUSSIÈRE SOIT EXCLUSIVEMENT CONSTITUÉE PAR DE LA TERRE CONTENANT 2153 BECQUERELS DE PLUTONIUM 239 PAR KILOGRAMME, ET EN ADMETTANT QU'UN HABITANT DEMEURE EN PERMANENCE AU VOISINAGE-MÊME DU SITE, L'ACTIVITÉ TOTALE INHALÉE SÉRAIT DANS CES CONDITIONS DE 0,35 BECQUEREL PAR AN, SOIT 1/57 DE LA LIMITE ANNUELLE D'INCORPORATION PAR INHALATION DE 20 BECQUERELS PAR AN POUR LA POPULATION.

EN CONCLUSION, LE SCPRI CONFIRME LA CONFORMITÉ DES NIVEAUX DE RADIOACTIVITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE DE SAINT-AUBIN À LA RÉGLEMENTATION D'HYGIÈNE PUBLIQUE.